

Le logiciel France est en mode échec !



*Cette photo aurait pu être prise en Espagne, en Grèce, au Portugal, à Chypre...
Elle a été prise ce 17 avril à Paris ! © XAG Conseil*

Dans un contexte global de redéfinition des leaderships à grande échelle, et aussi à très grande vitesse, **la France se singularise par une crise de régime, une crise institutionnelle et une crise sociétale majeure sur fond de récession économique et de montée historique du chômage. Nous avons l'impression de renouer avec les années 1935-39** où le même type de gouvernance s'est employé à ruiner la III^{ème} République, à affaiblir le pays en divisant les opinions, à réduire ses capacités de défense tout en donnant l'illusion, derrière sa ligne Maginot, d'avoir l'armée la plus redoutée d'Europe.... Nous connaissons la suite et il règne la même impression très désagréable de fuite en avant et d'incompétence que celles qui nous ont amenés à cette « étrange défaite » en 1940. Au-delà ce constat et cette intuition, il règne un climat malsain et délétère de fractalisation de la société qui devient très dangereux. Cela peut nous mener sur des cinétiques violentes sur le plan sociétal, dont seuls les français ont le secret.

Depuis plusieurs années, et de façon plus flagrante avec le changement de majorité, pour satisfaire une politique sans stratégie mais dominée par des réseaux, des *apparatchiks*, des *lobbies*, similaires à ceux des « bouilleurs de crues »¹, la France s'est enfoncée dans un processus de désacralisation du pouvoir, de décrédibilisation de la République et de déni de

¹ Voir l'excellente synthèse faite par Jean Garrigues, historien, spécialiste d'histoire politique, qui enseigne à l'université d'Orléans, dans *La France de la Ve République 1958-2008* (Armand Colin, 2008) au chapitre « groupes de pression »

<http://www.adels.org/territoires/PDFArticlesDuMois/Territoires520ArticleHorsDossier.pdf>

démocratie. La « normalité » du Président de la République, le niveau de corruption, voire de mensonge d'Etat qui règne au plus haut niveau de l'exécutif, les multiples scandales administratifs, judiciaires et financiers, la présomption de mensonge permanent et de manipulation des opinions, tous ces éléments à charge accumulés depuis des années, jamais traités sur le fond, mal gérés sur la forme, contribuent à dégrader cette relation Etat-nation qui est en France historiquement très fragile et toujours très sensible depuis Richelieu.

Ce lien est en train d'éclater une fois de plus. La défiance envers les élites est désormais considérable avec un pouvoir qui ne rassemble plus que 25% de support dans l'opinion²... 62% des français consultés considèrent que le Président actuellement en place est « incompetent »³... Avec de tels niveaux d'alertes, n'importe quel conseil d'administration d'entreprise aurait déjà changé l'exécutif pour ne pas subir une faillite annoncée ! **La perte de confiance dans tous les niveaux de gouvernance est l'élément dimensionnant de la crise française.** Les niveaux de colère et de déception qui commencent à s'exprimer massivement, et avec une multiplicité de modes d'action sur le terrain, révèlent un niveau historique de rejet des dirigeants du pays, qu'ils soient politiques ou économiques, par une très grande partie de la population.

Certes, l'encadrement supérieur des administrations et des entreprises n'est pas très sensible à cette rupture sociétale et il n'est pas certain que ces élites comprennent ce qui se passe réellement dans le pays. Depuis trente ans, cette couche très marginale, mais aussi très parisienne, s'est éloignée du destin de la France qu'elle amalgame à celui de la mondialisation. Elle est bercée par la financiarisation de l'économie et est devenue au fil du temps autiste du fait de son niveau de confort et d'enrichissement, non pas par le travail, mais par le fruit de multiples spéculations mobilières et immobilières. Elle a perdu progressivement le sens des réalités et est devenue indifférente à la dégradation globale de la situation sociale et économique. **Pire, elle est soumise et résignée à un mode de pensée qu'elle ne maîtrise pas.**

Pour le reste de la population, notamment pour le milieu et le bas des classes moyennes, la situation est inverse. Ces catégories ont cru pendant longtemps aux sirènes de l'ascenseur social, au mythe de l'enrichissement facile grâce à l'endettement et aux stratégies d'effet de levier portées par le monde bancaire et financier, à l'illusion d'une société de loisirs et de consumérisme... Mais depuis quelques années, ces populations sont confrontées aux effets pervers des délocalisations, de la désindustrialisation, du chômage de masse, de la perte de pouvoir d'achat⁴, de l'endettement, des hausses d'impôt et beaucoup plus grave à l'absence d'avenir, surtout pour leurs enfants. Ces classes moyennes commencent à comprendre depuis quelques temps que la crise de modèle dans laquelle l'Occident est entrée depuis 2006/2008 est durable, mais particulièrement impitoyable pour les faibles, et beaucoup trop indulgente pour les incompetents. **La défiance actuelle est assise sur un sentiment profond d'iniquité et d'injustice.**

² http://www.lemonde.fr/politique/article/2013/04/21/hollande-perd-six-points-de-popularite-record-des-mecontents_3163593_823448.html

³ <http://fr.reuters.com/article/topNews/idFRPAE93A08720130411>

⁴ http://www.lemonde.fr/politique/article/2013/03/27/une-baisse-historique-du-pouvoir-d-achat_3148535_823448.html

La situation française dans le paysage international est singulière mais surtout très dangereuse⁵. Certes, le pouvoir peut faire des pirouettes de communication pour donner l'impression qu'il maîtrise la situation avec une guerre de raid contre 300 djihadistes dans le désert pour détourner le focus médiatique et éviter de prendre en compte la population qui descend dans la rue par centaines de milliers... C'est un biais classique en politique, mais qui n'a fait qu'enkyster les problèmes de fond sur le plan sociétal et ce quelles que soient la nécessité et la légitimité de cette opération militaire sur le fond... Stigmatiser la menace extérieure, avec une instrumentalisation très facile de la germanophobie qui monte dans tous les pays latins, est là aussi un peu facile et léger, surtout quand on connaît l'état actuel des finances publiques, de la balance commerciale et le niveau d'endettement du pays... Ouvrir sans discernement nos frontières à certains investisseurs chinois, indiens, qataris pour renflouer tant bien que mal les caisses de l'Etat, ou faire reprendre des passifs pourris de banques ou d'entreprises condamnées par trente ans de perte de compétitivité est là aussi pour le moins suicidaire à terme pour notre souveraineté...

Actuellement, le pouvoir n'est plus respecté et respectable tant pour la population française que pour l'extérieur. Son mépris du débat, les multiples dénis de démocratie, les trop nombreuses affaires de corruption, l'impunité des courtisans et, surtout, la récurrence permanente du mensonge font qu'il est devenu irrecevable à l'intérieur du pays et méprisé à l'extérieur. **Tout ceci est explosif, car les français, qui sont très schizophréniques sur le plan électoral, sont éruptifs quand il y a désacralisation du pouvoir, trahison des clercs, et iniquité de traitement.** Les français vont aux urnes en votant la plupart du temps « contre », car ils savent qu'il n'y a pas dans ce pays de véritable contrat social, qu'il n'y a pas de fiabilité fiscale et qu'il n'y a pas de parole politique. Le référendum dans cette pratique infantile de la démocratie est toujours l'occasion de dire « non » à la question posée ! Et comme le suffrage universel est toujours biaisé, il arrive un moment où la situation devient insupportable, surtout lorsque les lobbies gouvernent, que le gouvernement se réunit mais ne décide plus et que le chef de l'Etat n'incarne plus une vision collective. **Dans ce cas de figure, le français redevient un « animal politique » redoutable !** Si dans le monde entier on ne retient de l'histoire de France que ses épisodes révolutionnaires, pas toujours très heureux, ce n'est pas fortuit. Beaucoup aujourd'hui dans le monde observent la « cocote minute » française avec une certaine inquiétude tant cette alchimie du peuple et de son souverain est imprévisible...pour le meilleur, mais aussi pour le pire !

Pourquoi la situation française est-elle aussi dangereuse ? A priori, pour beaucoup nous ne représentons plus grand-chose sur le plan international. Démographiquement, nous sommes devenus un tout petit pays. Certes, économiquement, nous demeurons la 5^{ème} puissance mondiale et avec l'Allemagne nous constituons un verrou incontournable, mais à la seule condition que le mariage de raison tienne. Par ailleurs, stratégiquement nous sommes toujours membre du conseil de sécurité de l'ONU, bien que puissance moyenne sur le plan militaire, mais encore dotée de l'arme nucléaire et de capacités de projections aéromaritimes non négligeables. Pour toutes ces raisons, même si nous sommes devenus marginaux en

⁵ Cf. Le livre que j'ai écrit juste avant la crise en février 2007, *Quand la France réagira...*, Chez Eyrolles. Tous les symptômes que j'ai évoqués dans l'ouvrage apparaissent désormais au grand jour et ne font que s'amplifier: Cf. Le symptôme « argentin » avec la dette du pays qui sera de 100% du PIB fin 2013, le symptôme « yougoslave » avec la fractalisation de la relation Etat-nation, et le symptôme « libanais » avec la multiplication des zones de non droit ainsi que la radicalisation des questions communautaires et identitaires (cf. la situation à Marseille ou dans nos banlieues parisiennes). La conjugaison des trois est très dangereuse, surtout dans un contexte d'implosion politique et sociétale.

termes de taille, **nous constituons en revanche un risque systémique majeur en cas de défaillance de notre gouvernance.**

Le premier risque est celui du krach interne avec une instabilité politique issue d'une multiplicité de pics de colère ingérables et insoutenables. Les événements en cours depuis plusieurs mois, avec des millions de français dans la rue sur des questions majeures de sociétés, ne peuvent plus être considérés comme nuls et non advenus comme le font certains chroniqueurs ou politiciens. Le déni et le mépris qui sont pratiqués par le pouvoir actuellement ne constituent pas une bonne stratégie. La spirale actuelle peut nous emmener très rapidement, si elle n'est pas contenue et pilotée, dans un chaos politique durable, brutal et ingérable avec des scénarios que même les italiens ne connaissent pas ... **Le deuxième risque est celui d'un divorce avec l'Allemagne, d'un éclatement brutal de l'Euro et de la fin de l'Union européenne.** Personne n'y croit alors que ce scénario n'a jamais été aussi flagrant et imminent. Les conséquences en termes d'ondes de choc et d'impacts stratégiques au niveau mondial sont pour le moment inimaginables. Elles seront supérieures à une crise au Proche-Orient car elles remettront en cause le peu qui reste des architectures de sécurité internationale issue de Yalta et révéleront surtout les fragilités monétaires et financières du traitement de la crise au niveau international depuis 2008. Dans les faits, personne n'a intérêt à un tel krach, mais l'inconcevable n'est pas impensable... **Le troisième risque est collatéral au sein du monde latin et, du fait de toutes nos relations politiques, démographiques et économiques, avec le monde arabo-africain.** Là aussi, nous ne pouvons pas imaginer ce que pourraient être les conséquences d'une implosion de notre gouvernance interne et conjointe à celle du système européen dans cette relation nord-sud qui est actuellement très instable notamment sur le plan identitaire et sécuritaire.

Par ailleurs, sur le plan géopolitique, nous entrons dans un calendrier très tendu avec les élections iraniennes en juin et allemandes en septembre. Ces deux rendez-vous vont conditionner la stabilité des plaques régionales moyen-orientales et européennes. Pour leur part, **les rivages de la Méditerranée sont actuellement au cœur des crises les plus délicates que nous ayons à gérer au niveau mondial.** Au nord, les logiques fratricides entre peuples latins et peuples du Saint-empire romain germanique reprennent toute leur place. Cela se traduit par un exil fiscal pour ceux qui veulent se protéger des implosions de système mais aussi par la fuite des cerveaux et des jeunes qui veulent trouver un avenir. A court terme, c'est aussi le signal de la déliquescence du rêve européen et le compte à rebours de l'éclatement de la zone euro. Au sud, derrière les printemps arabes, les logiques frontales entre les différentes voies de l'Islam s'affirment désormais de façon explicite, reléguant les constructions Etat-nation ou les épisodes nationalistes aux rebus de l'histoire. Cela se traduit par un exil politique pour des millions de personnes qui fuient la montée d'un islamisme qui ne masque plus sa radicalisation. A l'est, la zone du Proche et Moyen-Orient s'enfonce dans de multiples guerres civiles qui consacrent définitivement la déconstruction du tracé des frontières issues des accords Sykes-Picot, ainsi que l'échec des gesticulations occidentales. La fragmentation en cours des souverainetés syriennes et irakiennes, l'instrumentalisation et les menaces qui pèsent sur les minorités chrétiennes d'Orient comme sur les kurdes, les risques d'instabilité du royaume de Jordanie et les surenchères des monarchies de la péninsule arabique face aux pressions chiïtes, avec en toile de fond un désengagement discret mais de plus en plus pesant des américains au profit du Pacifique, sont des signaux annonciateurs de profonds changements de paradigmes dans les équilibres mondiaux. Au milieu de tout ce maelstrom de crises très hétérogènes, nous avons avec

Chypre, le Liban et Israël de véritables laboratoires des nouveaux rapports de force qui s'installent durablement entre les uns et les autres sur ces rivages turbulents.

Les implosions de société qui sont en cours vont dominer durablement cet espace régional avec des risques financiers, sociaux et identitaires qui ne pourront pas être résolus par de simples opérations de communication politique ou par des bricolages populistes. Tout ceci pose la question fondamentale de l'avenir de la démocratie pour nos vieux pays européens, de la robustesse de notre V^{ème} république, surtout quand les institutions sont dénaturées par une forme de despotisme technocratique et quand le politique au sens noble du terme s'est dissout dans le cirque médiatique. Cela pose aussi la question de notre place à terme dans le concert des nations lorsque sur le Pacifique nord, loin de nos rivages méditerranéens, s'expriment d'autres grands jeux qui structurent ce XXI^{ème} siècle avec des acteurs qui se moquent de nos tribulations excentriques d'enfants gâtés du bout du monde... Il suffit d'observer ce qui se passe en mer de Chine, au Japon avec l'arrivée de Shinzo Abe qui rallume les tensions nationalistes, entre les deux Corées, dans les pays de l'ASEAN qui sont devenus la première zone de libre échange au monde pour comprendre que notre sort ne dépend plus que de nous-mêmes. Nous ne bénéficions plus de parapluies stratégiques pour nous protéger et nous accompagner et nous ne pouvons plus cacher nos défaillances de gouvernance avec Internet qui charrie instantanément sur tous les écrans du monde la moindre faute, le moindre mensonge.

La crise que nous devons affronter n'est pas uniquement technique avec la question de la transition énergétique et l'émergence d'une nouvelle révolution industrielle, elle n'est pas seulement financière et économique avec la question du règlement des dettes et de la relation de la croissance. **Pour la France, elle est devenue civilisationnelle !** Elle nous interpelle sur nos valeurs, nos croyances, nos principes de vie, sur ce que nous voulons ou ne voulons pas devenir. Tout ceci suppose d'avoir quelque part une volonté ! Certes, là où il y a une volonté il y a un chemin ! **Mais c'est bien parce qu'il n'y a plus de volonté mais un abandon de pouvoir et une cruelle absence de vision que nous avons l'impression aujourd'hui d'être englués dans une sorte d'impasse historique.** Camus écrivait à ce propos « la société politique contemporaine est une machine à désespérer les hommes ». Et Julien Green dans son journal d'affirmer « Il faut sauver l'espérance. C'est le grand problème de ce siècle ! ». Là est la question majeure de la crise française et c'est là que se trouve la racine de cette « erreur 404 »⁶ qui est signifiée par cette photo emblématique de ce jeune français avec son masque larmoyant des « anonymous ». C'est cette erreur de protocole qui met aujourd'hui notre logiciel Etat-nation en mode échec ! Il n'y a plus de véritables responsables à l'adresse requise ...

Nous croyons qu'il suffit de jouer avec la boîte à outils bureaucratique pour avoir un peu d'espoir de croissance... Nous croyons qu'avec un peu d'inflation ou d'austérité nous allons remédier aux auto- blocages actuels... Mais cette boîte à outils des techniciens ou experts, voire imposteurs, de la macro ou de la micro économie, qui alimentent nos modes de représentations du réel, n'est plus en mesure de répondre à la crise de modèle et de sens que nous traversons ! C'est sur le champ beaucoup plus profond et exigeant de l'espérance que nous retrouverons la foi dans l'avenir, mais aussi dans l'homme et dans un nouveau projet de société et de gouvernance plus équitable et juste. Face à la montée des tensions

⁶ http://fr.wikipedia.org/wiki/Erreur_HTTP_404

sociétales et à la mise en faillite de notre modèle de société il n'est pas interdit de méditer cette phrase d'Euripide : « **L'homme de cœur est celui qui se fie jusqu'au bout à l'espérance. Désespérer, c'est lâcheté !** » Cette citation est particulièrement d'actualité, elle nous interpelle sur notre courage et sur notre sens réel de la liberté et de la démocratie.

Xavier Guilhou
Mai 2013